

Convention collective départementale

**IDCC : 887. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(Eure)**

(1^{er} juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,
Journal officiel du 18 mai 1979)

ACCORD DU 21 JANVIER 2015

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2015

NOR : ASET1550315M
IDCC : 887

Entre :

L'UIMM Eure,

D'une part, et

L'USME CGT-FO ;

La CFDT métallurgie Evreux ;

La CFTC métallurgie Eure,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Les rémunérations minimales hiérarchiques correspondant aux coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié servent de base à la prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de l'avenant n° 1 de la convention collective de la métallurgie de l'Eure.

En application de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, elles sont adaptables à l'horaire de travail effectif et assorties des majorations de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

A compter du 1^{er} février 2015, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sera de 5,55 €.

Ces rémunérations minimales hiérarchiques serviront uniquement à la détermination de la base conventionnelle de la prime d'ancienneté.

Article 2

Rémunérations annuelles effectives

Le barème des rémunérations minimales annuelles garanties créé par l'accord du 7 mai 1991 (en application de l'accord national du 17 janvier 1991 étendu) et applicable à l'ensemble des catégo-

ries de personnels visés par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié relatif à la classification est établi sur la base de la durée légale du travail.

Le barème, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est à partir de l'année 2015, le suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	RAE annuelle
I	1	140	17 697
	2	145	17 717
	3	155	17 737
II	1	170	17 987
	2	180	18 508
	3	190	19 176
III	1	215	20 805
	2	225	21 213
	3	240	22 385
IV	1	255	23 400
	2	270	24 505
	3	285	25 491
V	1	305	27 157
	2	335	29 552
	3	365	31 675
		395	34 365

Ce barème constitue la rémunération annuelle au dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte ayant travaillé normalement toute l'année sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif (151,67 heures par mois). (Les articles L. 1132-1 et L. 5213-7 du code du travail devront bien évidemment trouver application.)

Ce barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif de chaque mensuel et appliqué *pro rata temporis* en fonction des dates d'entrée ou de sortie, en cas de changement de classification intervenu en cours d'année ainsi qu'en cas de suspension du contrat de travail. Ces montants supporteront les majorations légales pour heures supplémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'accord national du 17 janvier 1991 étendu, il sera tenu compte, pour l'application de ces garanties de rémunérations annuelles effectives, de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de l'avenant n° 1 de la convention collective territoriale des industries métallurgiques de l'Eure ;
- majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification les participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes

qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

Ces barèmes de rémunérations annuelles effectives sont sans incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques visées à l'article 1^{er}.

Article 3

Indemnité de panier

L'indemnité de panier prévue à l'article 20 de l'avenant n° 1 de la présente convention collective est portée à 8,23 € à compter du 1^{er} février 2015.

Article 4

Le présent accord annule et remplace le précédent accord du 16 janvier 2014.

Article 5

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 6

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord étant rappelé que l'accord précédent du 16 janvier 2014 a fait l'objet d'un arrêté d'extension en date du 12 juin 2014 (*Journal officiel* du 20 juin 2014).

Fait à Evreux, le 21 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)